

Jeux olympiques—Bill

pas; je l'ai fait délibérément. Personnellement, je ne vois pas comment une autre extravagance de la part de Montréal pourra aider d'une façon ou d'une autre ses citoyens. En fait, je suppose que le maire de Montréal sera tellement préoccupé par le battage autour des Jeux au cours des années à venir qu'il accordera encore moins d'attention à la ville qu'il ne l'a fait jusqu'ici.

● (1620)

Quant aux motifs qui ont poussé le Nouveau parti démocratique à s'opposer au bill à l'étude, permettez-moi de dire que quels que soient les efforts que l'on puisse faire pour le cacher et quelle que soit l'assurance que le premier ministre (M. Trudeau) nous donnera ou nous a donnée, il n'en demeure pas moins que les Canadiens devront payer pour les Jeux olympiques de Montréal en 1976. C'est un fait inéluctable. Je pense qu'il est sage de souligner exactement quelles sommes devra déboursier le peuple du Canada. Le président du Conseil du Trésor (M. Drury) nous a aimablement fourni les plus récents chiffres, qui ont encore monté. La GRC recevra 14 millions de dollars et le ministère de la Défense nationale quelque 10 millions. On prévoit en tout 27 millions pour les services de sécurité. Bien qu'il se peut que la dépense de ces sommes transforme Montréal encore une fois en camp armé pour prévenir des drames similaires à ceux qui se sont produits à Mexico et à Munich—et il s'agissait là de véritables drames dont nous ne voudrions pas voir la répétition à Montréal—je pense que nous admettrons tous que les dépenses en matière de sécurité sont une chose nécessaire et normale lors de visites royales et de visites d'État et lors de grandes manifestations du genre de celle prévue à Montréal en 1976. Par conséquent, nous ne critiquons pas ce que nous considérons être des dépenses normales en matière de sécurité.

Par ailleurs, le COJO a demandé à Radio-Canada de jouer le rôle d'hôte-diffuseur pour venir en aide aux diffuseurs étrangers; en outre, les Jeux olympiques ne constituent pas une priorité nationale de Radio-Canada; le gouvernement fédéral est donc dans l'obligation de subventionner le reportage des Jeux dans une proportion d'au moins 25 millions de dollars. On ne peut que se demander pourquoi Radio-Canada n'a pas obtenu un contrat exclusif de distributeur mondial pour la retransmission des Jeux olympiques à la télévision et à la radio; on peut également se demander quel genre de contrat sans appel d'offres a été fait avec le COJO lorsque l'American Broadcasting Corporation a obtenu pour 25 millions de dollars les droits commerciaux très lucratifs du marché américain. S'agit-il d'un nouvel abus ou le public encore une fois paie la note et les entrepreneurs privés se voient accordés les aspects profitables de l'événement?

Il y a également la dépense par la SCHL de 26 à 54 millions de dollars pour des habitations. Ainsi que je l'ai mentionné plus tôt, Montréal a une réputation très peu enviable dans le domaine de la construction de logements. Malheureusement, les 50 millions qui constituent la part du Québec dans les fonds fédéraux pour l'habitation n'ont jamais été utilisés malgré les conditions pourries en matière de logement auxquelles doivent faire face beaucoup de Montréalais. Maintenant, d'un seul coup, étant donné le besoin de construire un village olympique, l'obtention de fonds fédéraux est devenue une chose hautement désirable. J'ai l'impression que les sports ont la priorité à Montréal.

Voilà pour ce qui est de la participation fédérale directe qui s'élève à la coquette somme d'environ 100 millions de

[M. Rose.]

dollars. Mais pour en revenir à l'essence du bill C-196 qui propose de constituer le gros du budget olympique grâce à un ensemble d'astuces composées de timbres et de pièces commémoratives ainsi que d'une loterie, j'admets ne pas m'y être opposé en février dernier mais mon excuse d'alors était que je n'avais pas eu la possibilité d'en examiner les conséquences de façon aussi approfondie que ces derniers mois. Les projets de loterie et d'émissions de timbres posent leurs propres problèmes qui seront traités en détail par d'autres orateurs de mon parti. Par contre, pour ce qui est de l'émission de pièces, mes principales réserves se résument ainsi: premièrement, elles accentueront l'inflation; deuxièmement, il règne une pénurie mondiale d'argent; troisièmement, au sujet de leur pouvoir libérateur, des pièces circuleront inévitablement au Canada; et quatrièmement, il est douteux que nous parvenions à les vendre toutes et l'opération sera donc déficitaire.

Au sujet de mes réserves un et deux, on projette actuellement d'émettre sur quatre ans 417 millions de dollars de pièces d'argent soit davantage que les 317 millions de dollars qui circulent actuellement au Canada. Les valeurs choisies, soit \$5 et \$10, devront présenter une teneur en argent suffisante pour intéresser les collectionneurs. On estime que la frappe de ces pièces nécessitera 51 millions d'onces troy à \$2 l'once. Récemment, le Canada s'est trouvé dans l'obligation d'abandonner son rôle d'exportateur d'argent et s'est trouvé forcé d'importer, l'année dernière, 7½ millions d'onces rien que pour satisfaire la demande industrielle. Avec cet argent nos industries peuvent réaliser des choses plus productives quand l'enterrant dans des collections numismatiques.

Au sujet de ma réserve n° 3, le président du Conseil du Trésor nous a dit que les pièces d'une valeur de \$5 et \$10, bien qu'ayant pouvoir libérateur, sont et ont été choisies pour décourager la circulation de cet argent en vue d'achats au Canada. Bien qu'il n'en soit pas fait mention dans le bill, le ministre propose d'établir un système de contrôle auprès des banques et de soustraire tout montant en circulation des droits olympiques versés du revenu consolidé au fonds olympique du COJO. Cela semble très bien, mais j'ai peur que ce système de contrôle ne soit pas plus efficace que ne le sera celui qu'a proposé le ministre des Finances (M. Turner) pour les concessions aux sociétés ou que celui du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Gray) pour le contrôle de l'augmentation des prix de l'alimentation. Il est, par conséquent, probable qu'un nombre important de ces pièces auront pouvoir libérateur, sinon immédiatement, du moins à l'avenir. A cause de l'importance de l'émission projetée de 417 millions de dollars, celle-ci pourrait même être escomptée comme cela a été le cas pour les pièces du Mexique et de Munich. Si, en fait, cela arrive, le fonds du revenu consolidé en souffrira doublement car, après avoir donné 60 p. 100 du profit normal du trésor aux Jeux olympiques, les Canadiens devront assumer la charge d'un montant équivalent pour garantir la valeur nominale de toutes les pièces échangées par les banques et remboursées ultérieurement par le gouvernement.

En ce qui concerne le quatrième point, l'importance de cette frappe de monnaie est gargantuesque car le fait que le budget olympique dépende, à presque 80 p. 100 de ce simple projet est à la fois alarmant et terrifiant. A titre de comparaison, la série de remplacement des pièces du centenaire du Canada s'est vendue, estime-t-on, 30 millions de dollars. L'Allemagne de l'Ouest, dont la population est de 60 millions d'habitants, a essayé de vendre 354 millions de dollars de pièces à ses habitants et aux visiteurs mais a